

Publications périodiques

Comptes annuels

Banque BCP

S.A.S. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 126 955 886 euros
Siège social : 16, rue Hérold - 75001 Paris
433 961 174 R.C.S. Paris

Comptes individuels annuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 avril 2018

I. — Bilan et hors-bilan

en milliers d'euros

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, banques centrales		10 160	9 657
Effets publics et valeurs assimilées	3.3	-	-
Créances sur les établissements de crédit	3.1	1 020 454	1 127 412
Opérations avec la clientèle	3.2	2 374 699	1 992 822
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.3	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	1 141	995
Parts dans les entreprises liées	3.4	50	-
Opérations de crédit-bail et de locations simples		-	-
Immobilisations incorporelles	3.5	4 880	4 865
Immobilisations corporelles	3.5	18 480	19 368
Autres actifs	3.6	16 925	14 862
Comptes de régularisation	3.7	37 674	33 649
Total de l'actif		3 484 462	3 203 630

Hors bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
Engagements de financement	4.1	358 857	418 310
Engagements de garantie	4.1	89 437	62 559
Engagements sur titres		-	-

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	1 057 281	1 156 183
Opérations avec la clientèle	3.2	2 177 018	1 821 689
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	3.6	20 967	17 302
Comptes de régularisation	3.7	50 569	41 603
Provisions	3.8	14 810	13 589
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	3.9	163 816	153 284
Capital souscrit		126 956	120 748
Primes d'émission		7 974	7 036
Réserves		9 540	8 788
Ecart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement		1 221	1 203
Report à nouveau		465	465
Résultat de l'exercice (+/-)		17 660	15 044
Total du passif		3 484 462	3 203 630

Hors bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus			
Engagements de financement	4.1	-	75 000
Engagements de garantie	4.1	66 631	77 896
Engagements sur titres		-	-

II. — Compte de résultat

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	5.1	77 390	79 010
Intérêts et charges assimilées	5.1	-19 546	-22 878
Produits sur opérations de crédit bail et de locations simples		-	-

Charges sur opérations de crédit bail et de locations simples		-	-
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)	5.2	43 215	40 148
Commissions (charges)	5.2	-4 268	-4 251
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.3	29	63
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.3	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	5.4	738	773
Autres charges d'exploitation bancaire	5.4	-1 494	-1 125
Produit net bancaire		96 065	91 741
Charges générales d'exploitation	5.5	-61 648	-60 750
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-2 763	-2 679
Résultat brut d'exploitation		31 653	28 312
Coût du risque	5.6	-5 039	-3 383
Résultat d'exploitation		26 615	24 929
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.7	882	-665
Résultat courant avant impôt		27 497	24 264
Résultat exceptionnel	5.8	-	-
Impôt sur les bénéfices	5.9	-9 819	-9 464
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-18	244
Résultat net		17 660	15 044

III. — Affectation du résultat et fixation du dividende

L'Assemblée générale, approuve l'affectation des bénéfices de l'exercice 2017, telle qu'elle lui est proposée par le Directoire :

- Bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :	17 659 660,26 €
- Report à nouveau :	465 357,00 €
Total :	18 125 017,26 €
- Dotation à la réserve légale sur le bénéfice de l'exercice (5%)	882 983,01 €
- Distribution :	16 776 677,25 €
- Report à nouveau :	465 357,00 €
Total :	18 125 017,26 €

d'où un dividende fixé par action à 0,1321457 € qui sera mis en paiement le 31 mai 2018.

L'Assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article L.232-18 du Code de Commerce et de l'article 36.4 des statuts de la Banque BCP, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux comptes concernant l'application des règles de détermination du prix d'émission des actions ordinaires nouvelles qui seront remises en paiement du dividende, décide que le dividende pourra être intégralement perçu en actions ordinaires nouvelles de même catégorie que celles détenues.

Chaque actionnaire pourra opter pour le paiement de tout ou partie du dividende en numéraire ou en actions ordinaires nouvelles du 23 avril 2018 au 18 mai 2018 inclus, en effectuant sa demande à l'aide du bordereau de souscription qui lui sera envoyé à l'issue de l'Assemblée générale. À l'expiration de ce délai, le dividende ne pourra plus être payé qu'en numéraire.

En application des dispositions de l'article L.232-19 du Code de commerce, le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles qui seront remises en paiement du dividende est fixé en divisant les capitaux propres sociaux de la Banque BCP SAS au 31 décembre 2017 après la proposition d'affectation du résultat par le nombre de titres existants.

Si le montant des dividendes pour lequel est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourra obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant à la date où il exercera son option, la différence en numéraire ou à l'inverse, recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces.

Les actions ordinaires remises en paiement du dividende porteront jouissance à compter du 1er janvier 2018.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil de surveillance, avec faculté de délégation au Président du directoire, à l'effet de prendre les dispositions nécessaires à l'exécution du paiement du dividende en actions, d'imputer le cas échéant sur la prime d'émission l'ensemble des frais et des droits occasionnés par l'augmentation de capital, de prélever sur la prime d'émission les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, de constater l'augmentation de capital qui résultera de la présente décision et de modifier en conséquence les statuts de la Société.

L'Assemblée générale rappelle, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts :

– **qu'il a été décidé d'affecter le résultat net de l'exercice 2014, de 12 563 293,85 €, de la manière suivante :**

- Affectation au fonds de réserve légale sur le bénéfice de l'exercice (5%) : 628 164,69 €,

- Dividendes revenant aux actionnaires : 11 935 129,16 €, d'où un dividende fixé par action à 0,1151042 € qui a été mis en paiement le 29 mai 2015.

– **qu'il a été décidé d'affecter le résultat net de l'exercice 2015, de 14 215 847,38 €, de la manière suivante :**

- Affectation au fonds de réserve légale sur le bénéfice de l'exercice (5%) : 710 792,37 €,

- Dividendes revenant aux actionnaires : 13 505 055,01 €, d'où un dividende fixé par action à 0,1239659 € qui a été mis en paiement le 31 mai 2016.

– **qu'il a été décidé d'affecter le résultat net de l'exercice 2016, de 15 043 800,47 €, de la manière suivante :**

- Affectation au fonds de réserve légale sur le bénéfice de l'exercice (5%) : 752 190,02 €,

- Dividendes revenant aux actionnaires : 14 291 610,45 €, d'où un dividende fixé par action à 0,1183589 € qui a été mis en paiement le 31 mai 2017.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Notes annexes aux comptes individuels annuels

1. Cadre général

1.1. Présentation de Banque BCP et du Groupe BPCE

La Banque BCP, société par actions simplifiée à directoire et conseil de surveillance – dont le capital social est de 126 955 886 euros suite à une augmentation de capital consécutive au paiement en actions des dividendes 2016, a été créée en 2001 par l'apport partiel d'actifs des succursales de l'ex-Banco Mello et ex-Banco Pinto & Sotto Mayor (BPSM) et de la partie portugaise résultant de la scission de Banco Popular Comercial.

Durant l'exercice 2006, la Banque BCP a vu l'entrée dans son capital social de 2 nouveaux actionnaires, la Caisse d'Épargne Ile de France (CEIDF) et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne (CNCE) ; l'ancienne Maison-Mère, la société de droit portugais Banco Comercial Português SA, leur ayant respectivement cédé 50,10% et 30% du capital social. La société consolidante de la Banque BCP est la Caisse d'Épargne Ile de France (CEIDF).

En fin d'exercice 2016, BPCE a cédé ses parts à la CEIDF qui détient désormais 80,10% du capital social de Banque BCP.

Le groupe BPCE dont fait partie Banque BCP comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

1.2. Événements significatifs

Il n'y a pas eu d'événement significatif durant l'exercice 2017.

1.3. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est survenu.

2. Règles et méthodes comptables

2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Banque BCP arrêtés au 31 décembre 2017 sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2. Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire au cours de l'exercice 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

Banque BCP n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

Le bilan de l'exercice, initié le 1er janvier 2017 et clôturé le 31 décembre 2017, d'une durée de 12 mois, présente un total de bilan de 3 484 462 milliers d'euros et dégage un bénéfice de 17 660 milliers d'euros.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

La présentation des comptes est en milliers d'euros.

Les principales méthodes utilisées sont :

2.3.1. Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors-bilans libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat. Les autres contrats de change et les

instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme sec ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et à terme.

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentées des intérêts courus non échus et nettes des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée douteuse peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Ces créances reclassées sont spécifiquement identifiées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis.

L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, non pas sur base individuelle, mais sur la base d'un portefeuille d'encours présentant des caractéristiques de risques similaires et pour lequel les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance, il est constaté sous forme de provision au passif.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.3. Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

— Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

— Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

— Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

2.3.4. Immobilisations

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC modifié par le règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum de 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels en application des dispositions fiscales est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Le droit au bail, élément non amortissable de l'actif immobilisé, est inscrit pour sa valeur brute.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur prix de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés selon la méthode linéaire ou dégressive en fonction de leur durée normale d'utilisation.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Il est à noter qu'à partir du 1er janvier 2005 et conformément au règlement CRC 2002-10 nous avons appliqué la comptabilisation des actifs par composants ayant comme conséquence les changements de plan d'amortissement.

Comme ces changements de durée d'amortissement constituent un changement de méthode comptable ayant des conséquences sur les amortissements pratiqués antérieurement nous avons choisi la méthode prospective (mesure de simplification prévue par l'avis du Comité d'urgence n° 2003-E du 9 juillet 2003) qui consiste à déterminer les nouveaux plans d'amortissement à partir des valeurs nettes comptables constatées au bilan d'ouverture de l'exercice 2005.

L'application de cette méthode nous permet de ne pas retraiter les amortissements pratiqués antérieurement et n'a aucune incidence sur les capitaux propres.

La différence résultant des durées d'amortissements pratiqués avant la décomposition des immobilisations et les nouveaux plans d'amortissement déterminés sur la valeur nette comptable des immobilisations décomposées a donné lieu à la comptabilisation d'un amortissement dérogatoire.

Les durées retenues pour les immobilisations par composants sont :

- Constructions – gros œuvre	35 ans
- Constructions – toitures	25 ans
- Installations et aménagements – « ouvrants » (portes et fenêtres)	20 ans
- Installations et aménagements – ascenseurs	15 ans
- Installations et aménagements – câblage	10 ans
- Installations et aménagements – chauffage et climatisation	10 ans
- Installations et aménagements – coffres	10 ans
- Installations et aménagements – éléments de décoration et signalétique	10 ans
- Autres Installations et aménagements des constructions	10 ans

Les durées retenues pour les immobilisations non décomposables ont été maintenues et sont :

- Matériel de bureau	4 ans
- Mobilier de bureau	4 ans
- Matériel informatique	4 ans
- Logiciels	1 ou 3 ans

Les dépenses relatives aux immobilisations en cours d'élaboration ou d'acquisition sont enregistrées sur le poste « avances et acomptes ». Les dotations aux amortissements seront initiées dès la mise en service des dits biens.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

2.3.5. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux, une provision pour risques de contrepartie et une provision épargne logement.

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

– Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

– Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

– Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

– Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatés entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier lié à l'actualisation des engagements, les rendements attendus des actifs de couverture et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus.

La Banque a effectué des versements auprès d'organismes extérieurs afin de garantir aux salariés les indemnités de fin de carrière.

Provisions Epargne-Logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risque :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

2.3.6. Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces

engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- micro-couverture (couverture affectée) ;
- macro-couverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de micro-couverture et de macro-couverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

2.3.7. Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.8. Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres super subordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de Fonds propres prudentiels « Tier 1 ». Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

2.3.9. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes dépôts, cautions et titres représente 3 667 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 943 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 2 725 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de

financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution. Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2017, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2017. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente 226 milliers d'euros dont 192 milliers d'euros comptabilisés en charge et 34 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 93 milliers d'euros.

3. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

3.1. Opérations interbancaires

Actif

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires	438 934	419 224
Comptes et prêts au jour le jour	109 000	168 000
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour	-	-
Valeurs non imputées	-	-
Créances à vue	547 934	587 224
Comptes et prêts à terme	461 249	531 091
Prêts subordonnés et participatifs	761	761
Valeurs et titres reçus en pension à terme	-	-
Créances à terme	462 010	531 852
Créances rattachées	10 510	8 336
Créances douteuses	0	0
<i>dont créances douteuses compromises</i>	-	-
Dépréciations des créances interbancaires	0	0
<i>dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>	-	-
Total	1 020 454	1 127 412

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 125 615 milliers d'euros à vue et 361 249 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A, du LDD et du LEP représente 413 105 milliers d'euros au 31 décembre 2017 (hors créances rattachées).

Au 31 décembre 2017, il n'y a aucune créance éligible auprès de la Banque de France ni de la BCE en ce qui concerne les opérations interbancaires.

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs	14 306	12 996
Comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	-	-
Autres sommes dues	2 569	3 210
Dettes rattachées à vue	3	12
Dettes à vue	16 877	16 218
Comptes et emprunts à terme	1 039 605	1 139 216
Valeurs et titres donnés en pension à terme	-	-
Dettes rattachées	800	729
Dettes à terme	1 040 405	1 139 945
Total	1 057 281	1 156 163

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 4 270 milliers d'euros à vue et 978 842 milliers d'euros à terme.

3.2. Opérations avec la clientèle

Créances sur la clientèle

en milliers d'euros

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires débiteurs	19 902	19 382
Créances commerciales	4 201	5 213
Crédits à l'exportation	0	-
Crédits de trésorerie et de consommation	194 129	189 506
Crédits à l'équipement	402 236	322 677

Crédits à l'habitat	1 718 926	1 432 818
Autres crédits à la clientèle	5 095	1 222
Valeurs et titres reçus en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres	-	-
Autres concours à la clientèle	2 320 385	1 946 222
Créances rattachées	6 275	5 103
Créances douteuses	40 972	30 227
Dépréciations des créances sur la clientèle	-17 037	-13 325
Total	2 374 699	1 992 822
<i>Dont créances restructurées douteuses</i>	332	60
<i>Dont créances restructurées reclassées en encours sains</i>	-	-
<i>Dont créances rattachées sur créances douteuses</i>	43	22

Au 31 décembre 2017, il n'y a aucune créance éligible auprès de la Banque de France ni de la BCE en ce qui concerne les opérations de crédit de la clientèle.

Dettes vis-à-vis de la clientèle

en milliers d'euros

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial	897 508	844 669
Livret A	275 213	261 268
PEL / CEL	378 278	340 051
Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)	244 017	243 350
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	1 262 533	962 247
Dépôts de garantie	0	-
Autres sommes dues	3 639	3 406
Dettes rattachées	13 338	11 367
Total	2 177 018	1 821 689

(*) *Détail des autres comptes d'épargne à régime spécial*

(1) *Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle*

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
LDD	116 916	115 104
LEP	49 670	51 072
Livrets B	70 206	70 050
Autres	7 225	7 124
Total	244 017	243 350

en milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	807 780	-	807 780	732 728	-	732 728
Emprunts auprès de la clientèle financière	-	87 200	87 200	-	24 200	24 200
Valeurs et titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-
Autres comptes et emprunts	-	367 553	367 553	-	205 318	205 318
Total	807 780	454 753	1 262 533	732 728	229 518	962 247

Opérations avec la clientèle - Répartition des encours de crédit par agent économique

en milliers d'euros	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	978 830	21 097	-8 709	10 862	-6 762
Entrepreneurs individuels	61 565	2 003	-435	368	-357
Particuliers	1 298 857	17 575	-7 597	7 794	-5 618
Administrations privées	61	2	-	-	-
Administrations publiques et Sécurité Sociale	-	-	-	-	-
Autres	5 175	296	-296	296	-296
Total au 31 décembre 2017	2 344 489	40 972	-17 037	19 319	-13 032
Total au 31 décembre 2016	1 970 818	30 227	-13 325	16 732	-11 737

3.3. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

Obligations et autres titres à revenu fixe

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
----------------------------	-------------------	-------------------

	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Valeurs brutes	-	-	-	0	-	-	-	0
Créances rattachées	-	-	-	0	-	-	-	0
Dépréciations	-	-	-	0	-	-	-	0
Effets publics et valeurs assimilées		0	0	0	0	0	0	0
Valeurs brutes	-	1 483	-	1 483	-	1 822	-	1 822
Créances rattachées	-	-	-	0	-	0	-	0
Dépréciations	-	-1 483	-	-1 483	-	-1 822	-	-1 822
Obligations et autres titres à revenu fixe		0	0	0	0	0	0	0
Valeurs bruts	-	-	-	0	-	-	-	0
Créances rattachées	-	-	-	0	-	-	-	0
Dépréciations	-	-	-	0	-	-	-	0
Actions et autres titres à revenu variable		0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

3.4. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Evolution des titres de participation et assimilés

en milliers d'euros	01/01/2017	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2017
Participations et autres titres détenus à long terme	995	165	19	-	-	1 141
Parts dans les entreprises liées	-	50	-	-	-	50
Valeurs brutes	995	215	19	0	0	1 191
Dépréciations	-	-	-	-	-	0
Participations et autres titres à long terme	-	-	-	-	-	0
Parts dans les entreprises liées	0	-	-	-	-	0
Immobilisations financières nettes	995	215	19	0	0	1 191

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts et de résolution (1 131 milliers d'euros).

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital 31/12/2017	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2017	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2017	Valeur comptable des titres détenus 31/12/2017		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2017	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2017	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2017	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2017	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice 2017	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication 1. Filiales (détenues à + de 50%) SASU HEROLD 16 2. Participations (détenues entre 10 et 50%)	50		100%	50	50						- Néant-
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication											
Filiales françaises (ensemble)				-	-	-	-			-	
Filiales étrangères (ensemble)				-	-	-	-			-	
Participations dans les sociétés françaises				1	1	-	-			-	
Participations dans les sociétés étrangères dont participations dans les sociétés cotées				8	8	-	-			-	

Opérations avec les entreprises liées

en milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
Créances	492 664	2260	494 924	622 483
<i>dont subordonnées</i>	-	-	-	-
Dettes	982 626	6 915	989 541	1 116 164
<i>dont subordonnées</i>	-	-	-	-
Engagements de financement	105 000	-	105 000	160 000

Engagements de garantie	-	-	-	-
Autres engagements donnés	-	-	-	-
Engagements donnés	105 000	-	105 000	160 000
Engagements de financement	-	-	-	75 000
Engagements de garantie	-	-	-	-
Autres engagements reçus	-	-	-	-
Engagements reçus	0	-	0	75 000

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

3.5. Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

en milliers d'euros	01/01/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Droits au bail et fonds commerciaux	24 374	80	-59	-	24 396
Logiciels	12 708	225	-390	-	12 543
Autres	24	-	-24	-	0
Valeurs brutes	37 106	305	-473	0	36 939
Droits au bail et fonds commerciaux	-19 832	-	-	-	-19 832
Logiciels	-12 410	-203	385	-	-12 227
Autres	-	-	-	-	0
Dépréciations	-	-	-	-	0
Amortissements et dépréciations	-32 242	-203	385	0	-32 059
Total valeurs nettes	4 865	102	-88	0	4 880

Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	01/01/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Terrains	1 448	-	-65	-	1 383
Constructions	7 100	-	-197	-	6 903
Parts de SCI	-	-	-	-	0
Autres	32 726	2 753	-2 746	7	32 739
Immobilisations corporelles d'exploitation	41 274	2 753	-3 008	7	41 025
Immobilisations hors exploitation	1 428	140	-713	-7	849
Valeurs brutes	42 702	2 893	-3 721	0	41 874
Terrains	-	-	-	-	0
Constructions	-2 075	-199	122	-	-2 151
Parts de SCI	-	-	-	-	0
Autres	-21 070	-2 332	2 223	-	-21 179
Immobilisations corporelles d'exploitation	-23 145	-2 531	2 346	0	-23 330
Immobilisations hors exploitation	-190	-29	155	0	-63
Amortissements et dépréciations	-23 335	-2 560	2 501	0	-23 394
Total valeurs nettes	19 368	332	-1 220	0	18 480

3.6. Autres actifs et autres passifs

en milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	-	-	-	-
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	-	-	-	-
Créances et dettes sociales et fiscales	13 957	12 569	11 685	10 509
Dépôts de garantie reçus et versés	751	-	1 006	8
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	2 217	8 398	2 171	6 785
Total	16 925	20 967	14 862	17 302

3.7. Comptes de régularisation

en milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	-	-	-	-
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	1	480	-	301
Primes et frais d'émission	-	-	-	-
Charges et produits constatés d'avance	1 108	9 132	787	8 324
Produits à recevoir/Charges à payer (1)	6 416	17 346	6 998	13 386

Valeurs à l'encaissement	28 388	22 465	23 876	16 157
Autres (2)	1 761	1 146	1 987	3 435
Total	37 674	50 569	33 649	41 603

(2) dont Produits constatés d'avance sur PATZ

(1) Détail des produits à recevoir	31/12/2017	31/12/2016
Produits sur activité carte bancaire	251	80
Produits sur opérations SIT	19	2
Rémunération Fonds de Garantie des Dépôts	-	6
Commissions sur apport aux sociétés de caution	495	483
Commissions sur activité transfrontalière	2 330	3 212
Commissions sur ADE	1 544	1 321
Commissions sur vente de produits d'assurance	292	495
Commissions sur comptes de la clientèle	768	725
Refacturation charges	4	17
Crédit d'impôt CICE	714	657
	6 416	6 998

(1) Détail des charges à payer	31/12/2017	31/12/2016
Charges sur activité cartes bancaires	1 784	830
Charges sur moyens de paiements	110	75
Charges sur frais de personnel	7 493	6 421
Charges sur impôts et taxes	1 475	762
Charges sur personnel extérieur	875	495
Charges sur prestations fournisseurs	5 607	4 799
Charges diverses	2	4
	17 346	13 386

3.8. Provisions

3.8.1. Détail des provisions

en milliers d'euros	01/01/2017	Dotations	Reprises	Utilisations	Autres	31/12/2017
Provisions pour risques de contrepartie	5 708	717	0	0	0	6 426
Provisions pour engagements sociaux	3 100	204	-12	0	0	3 292
Provisions pour PEL/CEL	3 102	238	0	0	0	3 340
Provisions pour litiges (*)	1 358	463	-462	0	0	1 359
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Portefeuille titres et instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	0
Immobilisations financières	-	-	-	-	-	0
Promotion immobilière	-	-	-	-	-	0
Provisions pour impôts	320	93	-20	-	-	393
Autres	-	-	-	-	-	0
Autres provisions pour risques	320	93	-20	0	0	393
Provisions pour restructurations informatiques	-	-	-	-	-	0
Autres provisions exceptionnelles	-	-	-	-	-	0
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
Total	13 589	1 715	-494	0	0	14 810

(*) Détail de "Provisions pour litiges"

Litiges	01/01/2017	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2017
Litiges sur Loyer	659	178	-374	-	-	463
Litige Social	149	285	-53	-	-	381
Litige Juridique	550		-35	-	-	515
Total	1 358	463	-462	0	0	1 359

3.8.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie

en milliers d'euros	01/01/2017	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2017
Dépréciations sur créances sur la clientèle	0	-	-	-	0
Dépréciations sur autres créances	0	-	-	-	0
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	0	0	0	0	0
Provisions sur engagements hors bilan	0	-	-	-	0
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (1)	5 708	717	-	-	6 426
Autres provisions	0	-	-	-	-
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	5 708	717	0	0	6 426

Total	5 708	717	0	0	6 426
-------	-------	-----	---	---	-------

(1) Une provision pour risque est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance. Cette provision inclut en 2017 une provision sectorielle pour 500 milliers d'euros.

3.8.3. Provisions pour engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.

Les engagements de Banque BCP concernent les indemnités de fin de carrière.

La Banque a effectué des versements auprès d'organismes extérieurs afin de garantir aux salariés les indemnités de fin de carrière. Afin de gérer ces engagements, la Banque BCP cotise auprès d'un fonds collectif. La cotisation au 31 décembre 2017 s'élève à 948 milliers d'euros.

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	Exercice 2017				Exercice 2016			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages	Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages	Total
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière			Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		
Dette actuarielle		3 448		3 448		3 999		3 999
Juste valeur des actifs du régime		-948		-948		-817		-817
Juste valeur des droits à remboursement		-		0		-		0
Effet du plafonnement d'actifs		-		0		-		0
Ecart actuariels non reconnus gains / (pertes)		792		792		-82		-82
Coût des services passés non reconnus		-		0		-		0
Solde net au bilan	0	3 292	0	3 292	0	3 100	0	3 100
Engagements sociaux passifs	-	3 292	-	3 292	-	3 100	-	3 100
Engagements sociaux actifs				0				0

Analyse de la charge normative de l'exercice

en milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages	Exercice 2017	Exercice 2016
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		Total	Total
Coût des services rendus		143		143	142
Coût des services passés		-		0	0
Coût financier		61		61	73
Produit financier		-12		-12	-19
Prestations versées		-		0	0
Cotisations reçues		-		0	0
Ecart actuariels		-		0	0
Autres		-		0	0
Total de la charge de l'exercice	0	192	0	192	196

Principales hypothèses actuarielles

	Exercice 2017	Exercice 2016
	Indemnités de fin de carrière	Indemnités de fin de carrière
Taux d'actualisation	1,28%	1,51%
Taux d'inflation	1,20%	0,61%
Taux de croissance des salaires	1,96%	2,76%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0%	0%
Table de mortalité utilisée	TGF-TGH 05	TF 00-02
Duration	14,07	15,11

3.8.4. Provisions PEL / CEL

Encours de dépôts collectés

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
* ancienneté de moins de 4 ans	213 884	233 110
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	145 144	88 170
* ancienneté de plus de 10 ans	10 698	10 356
Encours collectés au titre des plans épargne logement	369 726	331 636
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	8 552	8 415
Total	378 278	340 051

Encours de crédits octroyés

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Encours de crédits octroyés	79	88
* au titre des plans épargne logement	50	98
* au titre des comptes épargne logement		
Total	129	186

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement

en milliers d'euros	01/01/2017	Dotations / reprises nettes	31/12/2017
Provisions constituées au titre des PEL			
* ancienneté de moins de 4 ans	2 564	-167	2 397
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	381	367	748
* ancienneté de plus de 10 ans	94	24	118
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	3 039	224	3 263
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	66	13	79
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-1	-	-1
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-1	1	-
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	-2	1	-2
Total	3 102	238	3 340

3.9. Capitaux propres

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves/Autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2015	108 942	5 337	9 162	465	14 216	138 121
Mouvements de l'exercice	11 806	1 699	830	-	828	15 163
Total au 31 décembre 2016	120 748	7 036	9 991	465	15 044	153 284
Impact changement de méthode	-	-	-	-	-	-
Affectation résultat 2016	6 208	938	752	-	-15 044	-7 146
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	0
Résultat de la période	-	-	-	-	17 660	17 660
Autres mouvements (1)	-	-	18	-	-	18
Total au 31 décembre 2017	126 956	7 974	10 761	465	17 660	163 816

(1) Amortissements dérogatoires de l'exercice

A ce jour, le capital social de Banque BCP, constitué de 126 955 886 actions de 1 euro chacune, se décompose comme suit :

Actionnaires personnes morales	Au 31/12/2016			Au 31/12/2017		
	Nb de parts	% Détention	Capital détenu	Nb de parts	% Détention	Capital détenu
- Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile de France	96 719 199	80,10%	96 719 199	101 691 664	80,10%	101 691 664
- Banco Comercial Português SA	24 028 864	19,90%	24 028 864	25 264 222	19,90%	25 264 222
Total	120 748 063	100,00%	120 748 063	126 955 886	100,00%	126 955 886

3.10. Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

en milliers d'euros	31/12/2017						
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	0
Créances sur les établissements de crédit	432 617	371 794	105 282	80 000	30 761	-	1 020 454
Opérations avec la clientèle	92 064	37 659	153 791	781 731	1 309 454	-	2 374 699
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-	0
Opérations de crédit-bail et de locations simples	-	-	-	-	-	-	0
Total des emplois	524 681	409 453	259 073	861 731	1 340 215	0	3 395 153
Dettes envers les établissements de crédit	161 758	194 818	312 958	106 887	280 861	-	1 057 281
Opérations avec la clientèle	1 407 564	91 883	129 488	307 676	240 407	-	2 177 018
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	0
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	0
Total des ressources	1 569 322	286 700	442 447	414 563	521 268	0	3 234 299

4. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

4.1. Engagements reçus et donnés**4.1.1. Engagements de financement**

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	106 547	161 509
Ouverture de crédits documentaires	-	-
Autres ouvertures de crédits confirmés	-	-
Autres engagements	252 310	256 801
En faveur de la clientèle	252 310	256 801
Total des engagements de financement donnés	358 857	418 310
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	-	75 000
De la clientèle	-	-
Total des engagements de financement reçus	0	75 000

4.1.2. Engagements de garantie

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	-	-
Autres garanties	-	-
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
Cautions immobilières	70 320	47 746
Cautions administratives et fiscales	729	2 492
Autres cautions et avals donnés	-	-
Autres garanties données	18 388	12 321
D'ordre de la clientèle	89 437	62 559
Total des engagements de garantie donnés	89 437	62 559
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	66 631	77 896
Total des engagements de garantie reçus	66 631	77 896

4.1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque BCP en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

4.2. Opérations sur instruments financiers à terme**4.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme**

Les opérations sur instruments financiers à terme détenues par la Banque BCP sont toutes des swaps de taux d'intérêts négociés de gré à gré.

en milliers d'euros	31/12/2017				31/12/2016			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes								
Contrats de taux d'intérêt	-	-	0	-	-	-	0	-
Contrats de change	-	-	0	-	-	-	0	-
Autres contrats	-	-	0	-	-	-	0	-
Opérations sur marchés organisés								
Accords de taux futurs (FRA)	-	-	0	-	-	-	0	-
Swaps de taux d'intérêt	400 000	-	400 000	400 905	250 000	-	250 000	248 153
Swaps financiers de devises	-	-	0	-	-	-	0	-
Autres contrats à terme	-	-	0	-	-	-	0	-
Opérations de gré à gré	400 000	0	400 000	400 905	250 000	-	250 000	248 153
Total opérations fermes	400 000	0	400 000	400 905	250 000	-	250 000	248 153
Opérations conditionnelles								
Options de taux d'intérêt	-	-	0	-	-	-	0	-
Options de change	-	-	0	-	-	-	0	-
Autres options	-	-	0	-	-	-	0	-
Opérations sur marchés organisés								
Options de taux d'intérêt	-	-	0	-	-	-	0	-
Options de change	-	-	0	-	-	-	0	-
Autres options	-	-	0	-	-	-	0	-
Opérations de gré à gré								
Total opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0

Total instruments financiers et de change à terme	400 000	0	400 000	400 905	250 000	0	250 000	248 153
---	---------	---	---------	---------	---------	---	---------	---------

Les montants nominaux des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de l'établissement sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

4.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré

en milliers d'euros	31/12/2017				31/12/2016			
	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Total	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Total
Accords de taux futurs (FRA)	-	-	-	0	-	-	-	0
Swaps de taux d'intérêt	100 000	300 000	-	400 000	100 000	150 000	-	250 000
Swaps financiers de devises	-	-	-	0	-	-	-	0
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	-	-	-	0	-	-	-	0
Opérations fermes	100 000	300 000	-	400 000	100 000	150 000	-	250 000
Options de taux d'intérêt	-	-	-	0	-	-	-	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	100 000	300 000	0	400 000	100 000	150 000	0	250 000

en milliers d'euros	31/12/2017					31/12/2016				
	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Juste valeur	102 573	298 332	-	-	400 905	101 511	146 642	-	-	248 153

La juste valeur est mentionnée coupons courus inclus.

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

4.2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

en milliers d'euros	31/12/2017			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés organisés	-	-	-	0
Opérations de gré à gré	20 000	170 000	210 000	400 000
Opérations fermes	20 000	170 000	210 000	400 000
Opérations sur marchés organisés	-	-	-	0
Opérations de gré à gré	-	-	-	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0
Total	20 000	170 000	210 000	400 000

5. Informations sur le compte de résultat

5.1. Intérêts, produits et charges assimilés

en milliers d'euros	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	14 982	-1 361	13 620	15 620	-1 403	14 217
Opérations avec la clientèle	62 384	-16 261	46 123	59 103	-16 365	42 738
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	0
Dettes subordonnées	6	-	6	7	-14	-6
Autres (1)	18	-1 923	-1 905	4 280	-5 096	-816
Total	77 390	-19 546	57 845	79 010	-22 878	56 133

(1) La ligne Autres totalise un « Net », relatif aux opérations de swaps de couverture de -1 905 milliers d'euros sur l'exercice 2017.

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des dépôts et consignations ainsi que les LEP.

La dotation de la provision épargne logement s'élève à 238 milliers d'euros pour l'exercice 2017.

5.2. Commissions

en milliers d'euros	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	8 064	-25	8 039	7 883	-71	7 812
Opérations avec la clientèle	13 613	-	13 613	12 735	-	12 735
Opérations sur titres	10	-	10	8	-	8
Moyens de paiement	6 368	-4 132	2 237	5 816	-4 096	1 720

Opérations de change	12	-	12	12	-	12
Engagements hors bilan	4 247	-6	4 241	3 397	-23	3 374
Prestations de services financiers	5 053	-105	4 947	4 490	-62	4 428
Activités de conseil	-	-	-	-	-	-
Vente de produits d'assurance vie	2 919	-	2 919	2 789	-	2 789
Vente de produits d'assurance autres	2 929	-	2 929	3 018	-	3 018
Total	43 215	-4 268	38 947	40 148	-4 251	35 897

5.3. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

en milliers d'euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Titres de transaction	-	-
Opérations de change	29	63
Instruments financiers à terme	-	-
Total	29	63

5.4. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

en milliers d'euros	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	554	-848	-294	591	-893	-302
Refacturations de charges et produits bancaires	-	-	0	-	-	0
Activités immobilières	19	-	19	38	-	38
Prestations de services informatiques	-	-	0	-	-	0
Autres activités diverses	-	-	0	-	-	0
Autres produits et charges accessoires	165	-646	-481	144	-233	-89
Total	738	-1 494	-756	773	-1 125	-352

5.5. Charges générales d'exploitation

en milliers d'euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Salaires et traitements	-22 100	-21 452
Charges de retraite et assimilées (1)	-1 881	-1 900
Autres charges sociales	-9 797	-9 485
Intéressement des salariés	-1 186	-428
Participation des salariés	-1 346	-1 378
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-3 757	-3 685
Total des frais de personnel	-40 066	-38 328
Impôts et taxes	-2 604	-2 249
Autres charges générales d'exploitation	-18 978	-20 173
Charges refacturées	-	-
Total des autres charges d'exploitation	-21 582	-22 422
Total	-61 648	-60 750

(1) incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (note 3.8.3)

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 200 cadres et 328 non cadres, soit un total de 528 salariés.

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel, au poste « Salaires et traitements ». Pour cet exercice, le CICE s'élève à 714 milliers d'euros. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie « Informations sociales, environnementales et sociétales » du rapport annuel de la Caisse d'Epargne Ile-de-France.

5.6. Coût du risque

en milliers d'euros	Exercice 2017					Exercice 2016				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récup. sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récup. sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0
Clientèle	-6 353	2 001	-384	75	-4 660	-3 265	1 356	-136	43	-2 002
Titres et débiteurs divers	-	339	-	-	339	-	-	-	-	0
Provisions										
Engagements hors bilan	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0
Provisions pour risque clientèle	-717	-	-	-	-717	-1 381	-	-	-	-1 381
Autres	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0
Total	-7 070	2 340	-384	75	-5 039	-4 646	1 356	-136	43	-3 383
dont:										

Reprises de dépréciations devenues sans objet	-	2 980	-	-	2 980	-	1 587	-	-	1 587
Reprises de dépréciations utilisées	-	-639	-	-	-639	-	-230	-	-	-230
Reprises de provisions devenues sans objet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprises de provisions utilisées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total reprises nettes	0	2 340	0	0	2 340	0	1 356	0	0	1 356

5.7. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

en milliers d'euros	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	-	0	-	0
Dotations	-	0	-	0
Reprises	-	0	-	0
Résultat de cession	882	882	-665	-665
Total	882	882	-665	-665

5.8. Résultat exceptionnel

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2017.

5.9. Impôt sur les bénéfices**5.9.1 Détail des impôts sur le résultat 2017**

en milliers d'euros	Exercice 2017		
Bases imposables aux taux de	33,33 %	19 %	15 %
Au titre du résultat courant	29 288		
Au titre du résultat exceptionnel	-		
Imputation des déficits	0		
Bases imposables	29 288	0	0
Impôt correspondant	-9 759		
+ Contributions 3,3 %	-297		
+ Majoration de 5 % (loi de Finances rectificative 2011)	-		
- Déductions au titre des crédits d'impôts*	-		
Impôt comptabilisé	-10 056	0	0
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	-		
Provisions pour impôts	236		
Total	-9 819	0	0

5.9.2 Détail du résultat fiscal de l'exercice 2017 – passage du résultat comptable au résultat fiscal

en milliers d'euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net comptable (A)	17 660	15 044
Impôt social (B)	10 056	9 600
Réintégrations (C)	13 580	13 879
Dépréciations sur actifs immobilisés	-	-
Autres dépréciations et provisions	3 452	5 338
Dotation FRBG	-	-
OPCVM	-	-
Moins-values régime long terme et exonérées	-	-
QP bénéfices sociétés de personnes ou GIE	4 561	4 758
Divers	5 566	3 783
Déductions (D)	12 007	10 557
Plus-values long terme exonérées	-	-
Reprises dépréciations et provisions	2 548	2 288
Dividendes	-	-
Reprise FRBG	-	363
Quote-part pertes sociétés de personnes ou GIE	4 550	4 761
Amortissement frais acquisition	-	-
Frais de constitution	-	-
Divers	4 909	3 144
Base fiscale à taux normal (A)+(B)+(C)-(D)	29 288	27 967

5.10. Répartition de l'activité

La Banque BCP est une "banque de détail", elle n'a aucune autre activité qui pourrait relever d'un secteur d'activité distinct.

6. Autres informations

6.1. Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application du § 1000 in fine du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, Banque BCP n'établit pas de comptes consolidés.

Les comptes individuels de Banque BCP, en application du règlement n°99-07 du Comité de la réglementation comptable, sont intégrés dans les comptes consolidés de la Caisse d'Epargne Ile-de-France, dont le siège social se trouve 19 rue du Louvre à Paris.

6.2. Rémunérations, avances, crédits et engagements

Les rémunérations versées en 2017 aux organes de direction s'élèvent à 1 264 milliers d'euros.

En 2017, il n'y a eu aucun prêt consenti aux organes de direction.

6.3. Honoraires des Commissaires aux comptes

Montants en milliers d'euros	Total				MAZARS				KPMG			
	2017 (1)		2016 (1)		2017 (1)		2016 (1)		2017 (1)		2016 (1)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit												
Mission de certification des comptes.	200	87 %	145	99 %	100	95 %	69	97 %	100	81 %	76	100 %
Services autres que la certification des comptes.	29	13 %	2	1 %	5	5 %	2	3 %	24	19 %	0	0 %
Total	229	100 %	147	100 %	105	100 %	71	100 %	124	100 %	76	100 %
Variation (%)	56 %				48 %				63 %			

(1) Les montants concernant la période à considérer pris en charge au compte de résultat de l'exercice (y.c. le cas échéant la part de TVA non récupérable)

Les services autres que la certification des comptes comprennent essentiellement des prestations réalisées dans le cadre de la revue des informations sociales et environnementales et de la revue des commissions sur transfert avec BCP Millennium.

6.4. Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 8 avril 2016 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2017, la Banque BCP n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

V. — Rapport du commissaire aux comptes établi à l'occasion de l'offre de paiement du dividende en actions

A l'assemblée générale de la Banque BCP,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 232-19 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport relatif à l'offre de paiement du dividende en actions.

Il appartient au directoire de vous proposer le prix d'émission des actions susceptibles d'être remises en paiement du dividende en actions. Ce prix a été déterminé en divisant l'actif net calculé d'après le bilan le plus récent par le nombre d'actions existantes. Il nous appartient de nous prononcer sur l'application des règles relatives à la détermination du prix d'émission.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier que le prix d'émission des actions est déterminé conformément aux règles prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'application des règles de détermination du prix d'émission des actions.

Fait à Paris La Défense, le 5 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

KPMG AUDIT F S I
Ulrich SARFATI
Associé

MAZARS
Charles DE BOISRIOU
Associé

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la Banque BCP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque BCP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit

Fondement de l'opinion**- Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Provisionnement du risque de crédit :

Risques identifiés et principaux jugements : La banque BCP est exposée aux risques de crédit et de contrepartie portant sur ses activités de prêts, tels que mentionnés dans l'annexe 2.3.2 des comptes individuels au 31 décembre 2017. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

Votre banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de provisions collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Les dépréciations individuelles sont déterminées en fonction des flux prévisionnels actualisés estimés par les gestionnaires (prenant en compte les garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et qu'elles font appel au jugement de la direction.

Notre approche d'audit : Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective.

Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de recouvrement estimés.

Concernant les provisions collectives, nos travaux sont pour l'essentiel fondés sur les conclusions des travaux réalisés par les auditeurs de la consolidation du groupe BPCE, dont les experts risques ont revu les évolutions méthodologiques impactant le modèle de provisionnement collectif, ainsi que les tests rétrospectifs sur base historique, qui conduisent à la détermination des principaux paramètres de provisionnement.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**- Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque BCP par l'assemblée générale du 26 avril 2007 pour le cabinet MAZARS et le 13 décembre 2000 pour le cabinet KPMG Audit FSI.

Au 31 décembre 2017, le cabinet MAZARS était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit FSI dans la 17^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris La Défense, le 5 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

KPMG AUDIT F S I
Ulrich SARFATI

MAZARS
Charles DE BOISRIOU

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au siège social de Banque BCP S.A.S, sis au 16, rue Hérold - 75001 Paris.